

Le budget

l'exemple en s'assurant que les Canadiens reçoivent l'instruction, la formation, le perfectionnement permanent dont ils ont absolument besoin pour prospérer au sein d'une économie mondiale? En quoi ce budget assure-t-il aux Canadiens que leur gouvernement reconnaît le rôle vital que jouent la recherche et le développement dans l'établissement de la compétitivité des Canadiens au plan international?

J'ai dit quelques mots au sujet de la mesure restreinte que propose le gouvernement. Ce n'est pas une solution. Il faut absolument que le patronat et les syndicats canadiens reconnaissent l'importance des activités de recherche et de développement.

En quoi ce budget favorise-t-il une meilleure compréhension entre le patronat et les syndicats? Où y est-il question d'offrir des stimulants fiscaux aux entreprises de telle sorte qu'elles partagent avec leurs employés la propriété de la capacité canadienne de production? Où y est-il proposé que nos épargnes soient canalisées dans des investissements productifs pour notre pays?

Ce budget n'encourage nullement les provinces à réduire ou à supprimer les barrières interprovinciales qui nuisent tellement à notre compétitivité à l'étranger. Ce budget n'offre rien à longue ni à courte échéance pour assurer la compétitivité du Canada. À cet égard, il est nul.

M. Pat Nowlan (Annapolis Valley—Hants): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député d'Etobicoke-Nord, pour qui j'éprouve beaucoup de respect et que je félicite en partie de sa critique très réfléchie du budget.

D'après ses propos, le budget a plus d'effet que de substance. Le député a réagi en partie à cela en mentionnant des questions pour la forme dont, selon lui, le budget ne traitait pas.

Mais il n'a pas mentionné, semble-t-il, et cela m'intéresse car je connais son expérience du gouvernement et du milieu des finances au Canada, le maintien ou l'accroissement de notre position concurrentielle.

Je suis totalement d'accord avec lui lorsqu'il parle de ce groupe de travail sur la compétitivité internationale, qui constitue un énorme gaspillage de temps et d'argent. À son avis, quel rôle y joue le Conseil économique du Canada et estimerait-il en temps normal qu'il s'agit là d'une saine mesure pour accroître notre position concurrentielle? Ou, au contraire, le Conseil économique du Canada a-t-il fait son temps?

M. MacLaren: Monsieur le Président, je suis toujours heureux d'avoir une discussion, si brève soit-elle avec mon collègue d'Annapolis Valley—Hants pour lequel j'ai beaucoup de respect.

Bien entendu, il touche une question centrale, soit la capacité du gouvernement, notamment, bien entendu, le Conseil économique et le Conseil des sciences, de relever et de régler les questions qui peuvent rendre le Canada plus compétitif sur le marché mondial.

Selon moi, et je suppose qu'il partage ce point de vue, le gouvernement ne devrait pas abolir le Conseil économique du Canada ni le Conseil des sciences, mais plutôt améliorer leur capacité d'assumer les fonctions qu'on voulait leur confier à l'origine.

Il se peut qu'il soit avantageux de regrouper ces deux institutions, car, après tout, la politique en matière de sciences et la politique économique, ainsi que, en fait, dans une certaine mesure, la politique sociale, ne font pratiquement qu'une.

Pour que le Canada soit compétitif sur le marché mondial, comme le député et moi-même le souhaiterions, il incombe au gouvernement, semble-t-il, de définir le rôle futur de ces deux conseils de façon imaginative et constructive. Il ne s'agit pas de les abolir, mais plutôt de décider si en les déplaçant, en les restructurant ou, en fait, en les regroupant, on pourrait leur permettre de jouer un rôle de conseiller indépendant auprès du gouvernement, ce qui serait peut-être profitable pour tous les Canadiens.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'ai écouté avec grand intérêt les observations du député d'Etobicoke-Nord qui, bien entendu, s'inquiète beaucoup de l'économie canadienne.

Pendant le discours du ministre des Finances, j'ai eu l'impression que le train de petites mesures qu'il annonçait pour l'ensemble de l'économie du Canada ne visait qu'à retenir les manchettes pendant une journée ou deux, afin de donner l'impression que le gouvernement s'attaquait vraiment à redresser l'économie. C'était peut-être son objectif et il l'a peut-être atteint dans une certaine mesure.

Or, bien des gens craignent que nous ne subissions pratiquement l'implosion de notre industrie de la fabrication et de la transformation au Canada. Le simple fait de réduire de 1 p. 100 l'impôt sur les sociétés ou la surtaxe est sans conséquence en réalité.